ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Effectifs de personnel

Question au Gouvernement n° 1641

Texte de la question

M. le president. La parole est a M. Michel Grandpierre.
M. Michel Grandpierre. Ma question s'adresse a M. le Premier ministre.
Evoquant les fonctionnaires, monsieur le Premier ministre, vous avez parle de mauvaise graisse. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)
Je ne vous accuserai pas d'un ecart de langage lorsque vous avez fixe au Gouvernement et a votre majorite une mission de degraissage de la fonction publique; l'objectif est detestable, mais l'expression a le merite de la sincerite.
M. Charles Ehrmann. Ce ne sont que des poignees d'amour ! (Sourires.)
M. Michel Grandpierre. Aujourd'hui, parler de rigueur est devenu inadapte pour designer une politique qui, au nom de Maastricht, pretend s'attaquer aux acquis sociaux a travers le budget, avec la meme violence que celle dont on a fait preuve contre la securite sociale. Le chomage jette des milliers de jeunes a la rue, la reduction d'effectifs frappe de nombreuses entreprises, comme le GIAT, Air France ou Peugeot; pourtant, vous pretendez imposer plus brutalement encore la dictature des marches financiers sur l'emploi public.
La charge annuelle de la dette represente deja la moitie du traitement des fonctionnaires. Et vous augmentez encore cette annee la rente parasitaire versee a la finance, au detriment de la qualite des services publics.
Vous voulez supprimer des dizaines de milliers d'emplois. Quels «gisements de bureaucrates» avez-vous trouve ? Ici une maternite, la une ecole. Ce sont des infirmieres, des enseignants, des chercheurs, des travailleurs sociaux communaux dans les villes (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre)...
M. Jean-Marie Demange. Vous etes de mauvaise foi ! Ce n'est pas de ceux-la qu'il s'agit, vous le savez bien !
M. le president. Je vous en prie, mes chers collegues ! Laissez M. Grandpierre s'exprimer !
M. Michel Grandpierre. ... comme si l'urgence ne commandait pas de lutter contre la fracture sociale par un budget de relance s'appuyant sur la creation immediate de milliers d'emplois publics dans un collectif budgetaire.
Et n'allez pas repondre a l'inquietude des Francais par un eloge du serieux de la fonction publique. Ce serait un peu court. Le Gouvernement est-il pret a degraisser la formidable prime a la speculation que constitue la charge de la dette...
M. Jean-Claude Lefort. La voila, la mauvaise graisse !
M. Michel Grandpierre. ... et a consacrer les credits degages aux services publics, avec des moyens humains supplementaires pour repondre aux besoins sociaux ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)
M. Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la reforme de l'Etat et de la decentralisation. Tres franchement, monsieur le depute, extraire un mot de son contexte (Exclamations sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste), resumer une phrase, caricaturer des declarations,...
M. Maxime Gremetz. Ridicule !
M. le president. Laissez s'exprimer le ministre !

M. le ministre de la fonction publique, de la reforme de l'Etat et de la decentralisation. ... ce n'est pas le debat politique. Et reduire le debat d'orientation budgetaire au seul probleme de Maastricht, c'est une deuxieme caricature. (Exclamations sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.)
Monsieur le depute, vous avez vous-meme donne les chiffres. Pensez-vous reellement qu'il soit sain et durable pour un Etat de payer une partie de son fonctionnement en empruntant sur les marches financiers ? Ce n'est pas serieux ! (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)
Sur le fond, maintenant («Ah !» sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste), il y a eu un debat d'orientation budgetaire au Parlement: c'est une bonne innovation.
M. Maxime Gremetz. Tout a fait !
M. le ministre de la fonction publique, de la reforme de l'Etat et de la decentralisation. Au cours de ce debat, l'ensemble des responsables politiques ont recherche, comme c'etait leur role, les voies et moyens pour alleger les charges qui pesent sur l'economie et sur la societe francaise.
M. Jean-Claude Lefort. C'est vous qui nous pesez !
M. le ministre de la fonction publique, de la reforme de l'Etat et de la decentralisation. Aurait-il ete normal de ne pas s'interroger sur 40 p. 100 du budget de l'Etat ? C'est cela, la seule question.
M. Jean-Claude Lefort. C'etait avant le debat !
M. Maxime Gremetz. Et quel aveu !
M. le ministre de la fonction publique, de la reforme de l'Etat et de la decentralisation. Vous lancez des chiffres, vous parlez de dizaines de milliers de suppressions d'emploi. C'est de la provocation. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre. - Protestations sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.) Ce faisant, vous ne cherchez qu'a inquieter les Francais. C'est de la polemique, ce n'est pas un debat politique. (Vifs applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Michel Grandpierre.
M. Michel Grandpierre. Ma question s'adresse a M. le Premier ministre.
Evoquant les fonctionnaires, monsieur le Premier ministre, vous avez parle de mauvaise graisse. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)
Je ne vous accuserai pas d'un ecart de langage lorsque vous avez fixe au Gouvernement et a votre majorite une mission de degraissage de la fonction publique; l'objectif est detestable, mais l'expression a le merite de la sincerite.
M. Charles Ehrmann. Ce ne sont que des poignees d'amour ! (Sourires.)
M. Michel Grandpierre. Aujourd'hui, parler de rigueur est devenu inadapte pour designer une politique qui, au nom de Maastricht, pretend s'attaquer aux acquis sociaux a travers le budget, avec la meme violence que celle dont on a fait preuve contre la securite sociale. Le chomage jette des milliers de jeunes a la rue, la reduction d'effectifs frappe de nombreuses entreprises, comme le GIAT, Air France ou Peugeot; pourtant, vous pretendez imposer plus brutalement encore la dictature des marches financiers sur l'emploi public.
La charge annuelle de la dette represente deja la moitie du traitement des fonctionnaires. Et vous augmentez encore cette annee la rente parasitaire versee a la finance, au detriment de la qualite des services publics.
Vous voulez supprimer des dizaines de milliers d'emplois. Quels «gisements de bureaucrates» avez-vous trouve ? Ici une maternite, la une ecole. Ce sont des infirmieres, des enseignants, des chercheurs, des travailleurs sociaux communaux dans les villes (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre)...
M. Jean-Marie Demange. Vous etes de mauvaise foi ! Ce n'est pas de ceux-la qu'il s'agit, vous le savez bien !
M. le president. Je vous en prie, mes chers collegues ! Laissez M. Grandpierre s'exprimer !
M. Michel Grandpierre. ... comme si l'urgence ne commandait pas de lutter contre la fracture sociale par un budget de relance s'appuyant sur la creation immediate de milliers d'emplois publics dans un collectif

budgetaire.
Et n'allez pas repondre a l'inquietude des Francais par un eloge du serieux de la fonction publique. Ce serait un peu court. Le Gouvernement est-il pret a degraisser la formidable prime a la speculation que constitue la charge de la dette...
M. Jean-Claude Lefort. La voila, la mauvaise graisse !
M. Michel Grandpierre. ... et a consacrer les credits degages aux services publics, avec des moyens humains supplementaires pour repondre aux besoins sociaux ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)
M. Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la reforme de l'Etat et de la decentralisation. Tres franchement, monsieur le depute, extraire un mot de son contexte (Exclamations sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste), resumer une phrase, caricaturer des declarations,...
M. Maxime Gremetz. Ridicule !
M. le president. Laissez s'exprimer le ministre !
M. le ministre de la fonction publique, de la reforme de l'Etat et de la decentralisation. ... ce n'est pas le debat politique. Et reduire le debat d'orientation budgetaire au seul probleme de Maastricht, c'est une deuxieme caricature. (Exclamations sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.)
Monsieur le depute, vous avez vous-meme donne les chiffres. Pensez-vous reellement qu'il soit sain et durable pour un Etat de payer une partie de son fonctionnement en empruntant sur les marches financiers ? Ce n'est pas serieux ! (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)
Sur le fond, maintenant («Ah !» sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste), il y a eu un debat d'orientation budgetaire au Parlement: c'est une bonne innovation.
M. Maxime Gremetz. Tout a fait !
M. le ministre de la fonction publique, de la reforme de l'Etat et de la decentralisation. Au cours de ce debat, l'ensemble des responsables politiques ont recherche, comme c'etait leur role, les voies et moyens pour alleger les charges qui pesent sur l'economie et sur la societe francaise.
M. Jean-Claude Lefort. C'est vous qui nous pesez !
M. le ministre de la fonction publique, de la reforme de l'Etat et de la decentralisation. Aurait-il ete normal de ne pas s'interroger sur 40 p. 100 du budget de l'Etat ? C'est cela, la seule question.
M. Jean-Claude Lefort. C'etait avant le debat !
M. Maxime Gremetz. Et quel aveu !
M. le ministre de la fonction publique, de la reforme de l'Etat et de la decentralisation. Vous lancez des chiffres, vous parlez de dizaines de milliers de suppressions d'emploi. C'est de la provocation. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre. - Protestations sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.) Ce faisant, vous ne cherchez qu'a inquieter les Francais. C'est de la polemique, ce n'est pas un debat politique. (Vifs applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

Données clés

Auteur : M. Grandpierre Michel
Circonscription : - COM
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1641
Rubrique : Fonctionnaires et agents publics
Ministère interrogé : fonction publique, réforme de l'état et décentralisation
Ministère attributaire : fonction publique, réforme de l'état et décentralisation

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 22 mai 1996, page 3237
Réponse publiée le : 22 mai 1996, page 3237

Version web : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/10/questions/QANR5L10QG1641

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 22 mai 1996